

journaux impérialistes eux-mêmes sont soumis à cette loi, et fréquemment sa transgression leur attire des avertissements. Prenez comme exemple la question d'Orient, la disette dont nous sommes menacés. Tel journaliste—parfaitement, du reste, en odeur d'impérialisme à la cour—s'est vu rappeler à l'ordre pour avoir voulu élaborer une sentencieuse tartine sur ce sujet; tel autre a dû pour semblable motif tendre ses doigts, encore tout maculés d'encre, à la férule du censeur. Enfin la panique s'est faufilee jusque chez les admirateurs de M. Louis Bonaparte. Quelles tranches doivent agiter ceux qui, l'ayant en médiocre estime, se hasardent à contrôler ses actes!—Franchement, monsieur, au premier aspect, tout en France paraît tranquille. Nulle brise ne ride la surface de Ponde et le touriste accidentel s'imaginer facilement que nous en sommes au calme plat qui a signalé les dernières années de Louis Philippe. Mais les eaux dormantes ne sont pas les moins dangereuses et un ciel serein précède bien souvent la tempête. Outre les deux nuages perceptibles à l'horizon, que je vous ai mentionnés tout à l'heure—l'affaire turco-russe et la possibilité d'une disette—la situation présente offre plusieurs symptômes de décadence fort graves. D'abord nous sommes positivement menacés d'une crise financière. L'accroissement des fonctionnaires publics; l'augmentation de leurs traitements respectifs, la succession non interrompue des fêtes impériales, le népotisme, la dilapidation du trésor, les prévarications du fisc, confirment malheureusement cette opinion. Puis au fond de cette tranquillité, l'observateur distingue bien des germes de discorde. La bourgeoisie, qui n'avait élevé Louis Napoléon au pouvoir qu'en haine du communisme, la bourgeoisie se prend à désaffectionner son idole *provisoire*. Le doute et la crainte se font dans ses rangs; car elle n'a point quitté sa défroque voltairienne, cette bonne bourgeoisie française, et si Henry V n'a aucune part à ses sympathies, le nom de Joinville se glisse fréquemment dans ses conversations intimes. Du fond de l'exil, le prince suit ce mouvement, que dis-je, il le stimule au point que M. Bonaparte en a conçu violente inquiétude. De là, tracasseries, perquisitions, arrestations, emprisonnement, bannissement,—le système suivi à Pézard des républicains, rien de plus, rien de moins. Le héros de décembre s'ingénie à ne pas faire de jaloux. De son côté, Henry V intrigue. Le représentant du droit divin nous inonde de pamphlets, brochures, adresses, etc., et ses chaleureux partisans, bien entendu, jouissent aussi des avantages du *carcere duro*. Seule, la démocratie affecte d'être muette. Dans ses bataillons, point de sordes menées, point de clameurs, point de bruit. Elle guette, elle est à l'affût. Brochant sur l'ensemble, un malaise général domine toutes les classes de la société. Il manque quelque chose. Qu'est-ce?—C'est l'air, c'est la vie, c'est la liberté! C'est un ami encellulé, c'est un frère proscrit, un père mort loin de sa patrie, c'est la certitude de l'avenir!

Détourner l'attention des intérêts capitaux a été le but de Louis Bonaparte, depuis son usurpation. Jusqu'ici les événements l'ont merveilleusement aidé. Voyage présidentiel, réjouissances publiques; banquets, bals, spectacles, il a tiré parti de tout. Mais réussira-t-il longtemps encore? A cette interrogation, je répondrais volontiers par une négation, mais j'aime autant vous laisser juger du procès.—Le démêlé entre la Porte et le cabinet autocratique de St. Pétersbourg prend une tournure plus pacifique. Vous avez eu connaissance de la fameuse Note de Reschid Pacha au comte Nesselrode. Malgré son ambiguïté, elle a eu passablement de retentissement, et quoiqu'en aient dit le *Pays*, la *Patrie*, et le *Constitutionnel*, j'estime que nous sommes loin d'un arrangement à Pamiable. Cette alternative est funeste au commerce. Si les articles de détail ne chômeent point, les grosses commandes fléchissent d'une manière sensible. La France et l'Angleterre ont tout à perdre dans une guerre continentale. Elles font des efforts inouis pour l'éviter, mais croyez-moi, monsieur, elles n'y parviendront pas; une irrésistible fatalité les pousse.

Les ferments de conflit circulent dans les artères de l'Europe; l'Italie travaille ouvertement à une nouvelle insurrection, les anciens Cortès sont pris du besoin d'activité en Espagne et voilà que l'Autriche veut appeler les Etats-Unis au tribunal de l'Arbitraire, à propos du réfugié Koszta. L'intervention du consul américain dans cette affaire a été un soufflet sanglant donné aux puissances européennes. Elles voient-là le commencement de la mise en pratique des doctrines Monroë; la nomination de M. Buchanan à l'ambassade et de Georges Saunders au consulat de Londres jointe à l'envoi de notre compatriote M. Soulé en Espagne tendent beaucoup à affermir cette croyance. L'autorité contemple d'un œil jaloux les progrès du parti que vous nommez *Young America*, je ne m'étonnerais point qu'elle ne finit par inventer un *casus belli*. L'Angleterre ne trouverait pas son compte à cette querelle. Ses relations de négoce international auraient trop à en souffrir, quoique consciencieusement elle aurait grand plaisir à voir l'indépendance de ses anciennes colonies compromise; mais l'engagement n'est pas à redouter, l'Europe a assez à faire chez elle, sans aller disperser ses forces au-delà de l'Atlantique. Ainsi reposez en paix, monsieur; l'heure où l'on doit attaquer votre continent adoptif n'a point encore sonné, et, avant qu'on ose en venir aux mains avec lui, vous aurez le loisir de renouveler le sommeil séculaire de *la belle au bois dormant*.

Je m'étais proposé d'être simplement le reflet matériel de l'époque et je m'aperçois que je me suis efforcé d'être sa révéberation morale. J'ai grand-peur que, subissant le sort de tant d'autres infortunés, ma lettre n'aille moisir dans la chambre noire.* Enfin, quand le vin est tiré, il faut le boire, et puisque cette missive est écrite, il faut vous l'envoyer. Puisse-t-elle arriver saine et sauve sur vos rivages, et vous porter l'assurance de ma profonde considération.

R * * * R * * * .

* *La chambre noire*, c'est ainsi qu'on nomme au bureau général des postes à Paris, le cabinet où sont reléguées les correspondances qui, après avoir été décachetées par la police, sont jugées suspectes et indignes d'aller à leur destination. Après la chute de Napoléon I, on trouva dans la chambre noire plus de cent mille correspondances de cette nature.